

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

30 mars 2020

PROPOSITION DE LOI

**visant à réglementer le marché
et à limiter les conséquences
des menaces possibles
sur la santé de la population,
en cas de crise sanitaire**

(déposée par
M. Christophe Lacroix et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

30 maart 2020

WETSVOORSTEL

**tot reglementering van de markt
en tot inperking van de gevolgen
van de mogelijke bedreigingen
voor de volksgezondheid
bij een gezondheidscrisis**

(ingediend door
de heer Christophe Lacroix c.s.)

RÉSUMÉ

La crise du coronavirus laisse apparaître que, en situation de crise, certains produits font l'objet d'une très forte demande, ce qui provoque des achats liés à des crises de panique, des stockages démesurés et une spéculation débridée.

Les auteurs estiment donc nécessaire que la Belgique puisse compléter son arsenal législatif en la matière afin de prendre des mesures pour la santé de la population en cas, notamment, de crise sanitaire future, en permettant à l'État:

- de contrôler les prix;
- de réquisitionner certains produits.

SAMENVATTING

De door het coronavirus veroorzaakte crisis toont aan dat in crisistijden bijzonder veel vraag is naar bepaalde producten. Zulks leidt tot paniekaankopen, hamstergedrag en uit de hand lopende speculatie.

Daarom menen de indieners dat België het wetgevingsinstrumentarium ter zake moet aanvullen om met name bij een toekomstige gezondheidscrisis maatregelen te kunnen nemen ten gunste van de volksgezondheid. Concreet moet de overheid ertoe in staat worden gesteld:

- de prijzen onder controle te houden;
- sommige producten op te vorderen.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige-gekleurd papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

En décembre 2019, un nouveau coronavirus dénommé Covid-19 fait son apparition dans la province chinoise de Wuhan. L'épidémie y est rapidement déclarée et d'autres pays, comme la Corée du Sud, sont très vite touchés. Alors que près de 8 000 cas d'infection au coronavirus sont rapportés dans au moins une vingtaine de pays, l'OMS déclare l'état d'urgence de santé publique internationale le 31 janvier 2020.

On constate alors, un peu partout dans le monde, y compris dans notre pays qui n'est alors pas encore touché, que les craintes gagnent une partie de la population. De nombreux citoyens se ruent sur les masques de protection pour se protéger du virus, alors qu'il s'agit de dispositifs médicaux utilisés habituellement par les professionnels des soins de santé de première ligne (comme les médecins généralistes, les infirmières à domicile, les dentistes, ainsi que les hôpitaux).

Pourtant, le port du masque n'est indiqué que lorsque la personne présente des symptômes, afin qu'elle n'en contamine pas d'autres. Comme le rappelle l'OMS, quand il n'est pas indiqué, le port de masques médicaux engendre des coûts inutiles, oblige à assurer un approvisionnement et crée un faux sentiment de sécurité qui peut faire négliger d'autres mesures essentielles comme l'hygiène des mains. En outre, s'il est mal utilisé, un masque ne parviendra pas à réduire efficacement le risque de transmission.

Cette ruée vers les masques, couplée aux perturbations et aux arrêts de production par le principal producteur de masques au monde, à savoir la Chine, a eu pour conséquence un véritable assèchement du marché. Le 27 février 2020, Fadéla Chaib, une porte-parole de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), indiquait ceci: "Il y a une forte augmentation de la demande mondiale de produits allant de 5 à 60 fois jusqu'à 100 fois le niveau normal, entraînée par les achats de panique, le stockage, la spéculation. Les stocks mondiaux d'équipements de protection individuelle (EPI) sont déjà insuffisants pour répondre aux besoins actuels de l'OMS et de ses partenaires, et les pays qui demandent du nouveau matériel sont confrontés à une attente de 4 à 6 mois pour recevoir des EPI tels que des masques chirurgicaux, des gants et des blouses.". Selon Redpharma, une société spécialisée dans les données pharmaceutiques, les ventes de masques ont commencé à décoller aux alentours du 20 janvier 2020 avant de connaître un pic une

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

In december 2019 is in de Chinese provincie Wuhan een nieuw coronavirus opgedoken, "covid-19" genaamd. Die uitbraak nam daar al snel de omvang aan van een epidemie die in een mum van tijd oversloeg naar andere landen, zoals Zuid-Korea. Toen in op zijn minst een twintigtal landen gewag werd gemaakt van bijna 8 000 coronavirusbesmettingen, riep de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO) op 31 januari 2020 de internationale noodtoestand voor de volksgezondheid uit.

Zowat overal ter wereld, ook in ons land (dat op dat moment nog geen besmettingen telde), werd een deel van de bevolking door vrees bevangen. Veel burgers zijn gretig mondkmaskers beginnen te kopen om zich te beschermen tegen het virus, hoewel deze medische hulpmiddelen gewoonlijk door eerstelijnsgezondheidswerkers worden gebruikt (zoals huisartsen, thuisverpleegkundigen, tandartsen, ziekenhuispersoneel).

Het dragen van een mondkmasker is nochtans alleen aangewezen voor wie symptomen van besmetting vertoont, teneinde het virus niet op anderen over te dragen. De WHO geeft aan dat het dragen van medische mondkmaskers in niet-aangewezen gevallen tot nodeloze kosten leidt, noopt tot het aanleggen van een voorraad en een vals gevoel van veiligheid creëert, wat de drager van het masker ertoe kan aanzetten andere wezenlijke maatregelen, zoals handhygiëne, te verwaarlozen. Bij onjuist gebruik zal een mondkmasker daarenboven het besmettingsrisico niet efficiënt terugdringen.

Die stormloop op mondkmaskers heeft er, samen met de productieverstoring (en zelfs productiestop) bij de belangrijkste mondkmaskerproducent ter wereld, zijnde China, toe geleid dat de markt volledig is opgedroogd. Op 27 februari 2020 gaf Fadéla Chaib, een woordvoester van de WHO het volgende aan: "*Il y a une forte augmentation de la demande mondiale de produits allant de 5 à 60 fois jusqu'à 100 fois le niveau normal, entraînée par les achats de panique, le stockage, la spéculation. Les stocks mondiaux d'équipements de protection individuelle (EPI) sont déjà insuffisants pour répondre aux besoins actuels de l'OMS et de ses partenaires, et les pays qui demandent du nouveau matériel sont confrontés à une attente de 4 à 6 mois pour recevoir des EPI tels que des masques chirurgicaux, des gants et des blouses.*". Volgens Redpharma, een bedrijf dat gespecialiseerd is in farmaceutische data, is de verkoop van mondkmaskers beginnen stijgen rond 20 januari 2020, met een piek een tiental dagen later. Sinds begin dit jaar

dizaine de jours plus tard. Depuis le début de l'année, les pharmacies ont ainsi vendu près de 19 000 paquets de masques, tout type confondu, soit sept fois plus par rapport à la même période l'année précédente.

Les ventes de gel hydroalcoolique, conseillé pour se nettoyer les mains, ont également grimpé en flèche durant le courant du mois de février 2020. Au total, 292 000 flacons ont été vendus en pharmacie pour une valeur de 1,735 millions d'euros, soit une croissance de 1800 % par rapport à la même période l'année précédente. Par ailleurs, leur prix a flambé. Sur Amazon, le produit le plus vendu (la bouteille de 100 ml de marque Novo'life) a vu son prix de vente passer de 3,10 euros le 8 février 2020 à 25,27 euros le 3 mars 2020, soit une hausse de plus de 700 %.

Les pharmacies se sont quant à elles rapidement retrouvées en rupture de stocks. Les hôpitaux et les professionnels des soins de santé ont été confrontés à des pénuries de masques ou ont annoncé avoir des stocks insuffisants, lançant un appel aux autorités publiques afin qu'elles prennent les mesures pour constituer des stocks indispensables à la gestion de la crise. Les autorités publiques elles-mêmes, sans doute faute d'anticipation, ont dû faire face à l'assèchement des stocks sur le marché mondial.

Conséquences: non seulement les dispositifs tels que les masques chirurgicaux ou les masques FFP2 mais également les gels hydroalcooliques ont connu une véritable mise aux enchères par les fournisseurs ou revendeurs qui détenaient encore certains stocks ou qui s'étaient organisés pour se les procurer en les important des lieux où ils étaient encore disponibles. Et cela, alors que, au même moment, les premiers cas de Covid-19 étaient déclarés sur notre territoire et que les hôpitaux et les professionnels des soins de santé devaient se préparer à faire face à une éventuelle épidémie.

Comme l'indiquait anonymement un "trader" dans *Le Soir* du 7 mars 2020: "Lorsque le coronavirus est apparu en Chine, moi et les autres traders, nous avons reçu de grosses demandes de masques pour ce premier foyer de contamination. Nous avons alors acheté massivement des masques en Europe que nous avons envoyés en Chine. Soyons francs: nous avons asséché le marché européen et créé une pénurie en masques de protection." Le "trader" faisait également état du prix scandaleux des masques: "La boîte de 50 masques chirurgicaux est passée de 7 euros prix public à 50 euros dans certaines pharmacies belges qui vendent ces produits à la pièce."

Certains hôpitaux ont d'ailleurs été contactés pour savoir quel prix ils étaient prêts à payer pour l'achat

hebben de apotheken aldus bijna 19 000 maskerpakketten van alle soorten verkocht; dat is zevenmaal meer dan in dezelfde periode van 2019.

Ook de verkoop van hydroalcoholische gel, die wordt aanbevolen om de handen te reinigen, is pijlsnel gestegen in de loop van februari 2020. In totaal hebben de apotheken 292 000 flacons verkocht, ter waarde van 1,735 miljoen euro (een stijging met 1 800 % ten opzichte van dezelfde periode in 2019). Voorts is de prijs ervan fors gestegen. Op Amazon is de verkoopprijs van het best verkochte product (flessen van 100 ml van het merk Novo'life) gestegen van 3,10 euro op 8 februari 2020 naar 25,27 euro op 3 maart 2020 (een toename met meer dan 700 %).

De apotheken dan weer zaten al snel door hun voorraad heen. De ziekenhuizen en de gezondheidswerkers kregen te kampen met een tekort aan mondklappers of maakten melding van een ontoereikende voorraad. Ze hebben de overheden ertoe opgeroepen het nodige te doen om voorraden aan te leggen die absoluut noodzakelijk zijn om de crisis te beheersen. De overheden zelf hebben wellicht niet anticipatief gehandeld en konden alleen maar vaststellen dat de voorraden wereldwijd uitgeput waren.

Als gevolg daarvan werden voor hulpmiddelen zoals chirurgische maskers en FFP2-maskers, maar ook voor hydroalcoholische handgels, heuse "veilingen" gehouden door de leveranciers of door de distributeurs die nog over enige voorraad beschikten of die erin waren geslaagd die producten in te voeren uit oorden waar ze wél nog beschikbaar waren. Dat gebeurde net op een tijdstip dat op ons grondgebied de eerste besmettingen met covid-19 werden vastgesteld en dat de ziekenhuizen en de gezondheidswerkers zich moesten voorbereiden op een eventuele epidemie.

Een anonieme "trader" gaf in *Le Soir* van 7 maart 2020 daarover het volgende aan: "Lorsque le coronavirus est apparu en Chine, moi et les autres traders, nous avons reçu de grosses demandes de masques pour ce premier foyer de contamination. Nous avons alors acheté massivement des masques en Europe que nous avons envoyés en Chine. Soyons francs: nous avons asséché le marché européen et créé une pénurie en masques de protection." Hij maakte tevens gewag van de schandalig hoge prijs van de mondklappers: "La boîte de 50 masques chirurgicaux est passée de 7 euros prix public à 50 euros dans certaines pharmacies belges qui vendent ces produits à la pièce."

Sommige ziekenhuizen werden bovendien gecontacteerd met de vraag hoeveel ze bereid waren te betalen

d'un lot de masques. Certains établissements ont alors décidé de recourir à ce procédé, faute de solution alternative. D'autres n'ont pas eu les moyens de répondre favorablement en mettant le prix suffisant ou n'ont tout simplement pas eu accès à ces ventes. Des masques non certifiés CE, sans garantie de qualité, ont également été vendus à certains hôpitaux. D'autres enfin ont été écoulés, notamment via des sites Internet et des pharmacies, sans être redirigés vers ceux qui en ont le plus besoin, à savoir le personnel des hôpitaux, les médecins généralistes, les infirmières à domicile ou encore les laborantins qui effectuent les tests de dépistage et qui sont en première ligne face à l'épidémie.

Pour les auteurs de la présente proposition de loi, il est inconcevable que la spéculation dicte sa loi durant une crise sanitaire comme celle du Covid-19. Les patients, tout comme le personnel de soins, doivent être protégés contre les risques induits par une situation manifestement anormale du marché, par exemple dans le cadre d'une crise sanitaire.

La France, faisant face aux mêmes problèmes que notre pays en termes de pénuries et d'accroissement des prix, a, quant à elle, adopté plusieurs mesures.

Le ministre de l'Économie a ainsi pris, en date du 6 mars 2020, un décret encadrant les prix de vente des gels hydroalcooliques¹, sur la base du troisième alinéa de l'article L. 410-2 du Code de commerce français qui stipule que la libre fixation des prix ne fait "pas obstacle à ce que le gouvernement arrête, par décret en Conseil d'État, contre des hausses ou des baisses excessives de prix des mesures temporaires motivées par une situation de crise, des circonstances exceptionnelles, une calamité publique ou une situation manifestement anormale du marché dans un secteur déterminé." La mesure est d'application jusqu'au 31 mai 2020.

Ensuite, pour répondre à la pénurie de masques et aux nombreux problèmes qui y sont liés, Emmanuel Macron a fini par déclencher la réquisition des masques de protection. Dans un décret publié au Journal officiel le 3 mars 2020, le gouvernement précise que seront réquisitionnés, jusqu'au 31 mai 2020, les masques FFP2, équipés d'un système de filtration et utilisés dans les milieux des professionnels des soins de santé, "détenus par toute personne morale de droit public ou de droit privé" et les masques chirurgicaux anti-projections en

voor de aankoop van een lot mondmaskers. Bij gebrek aan een alternatief zijn sommige ziekenhuizen overstag gegaan. Andere hadden niet de middelen om een toereikende prijs te bieden of zijn gewoon uit de boot gevallen. Ook zijn er mondmaskers zonder CE-label, dus zonder kwaliteitswaarborg, verkocht aan sommige ziekenhuizen. Voorts werden mondmaskers aan de man gebracht via het internet en via de apotheken, maar bemanden ze uiteindelijk niet bij wie ze het hardste nodig heeft, namelijk het ziekenhuispersoneel, de huisartsen, de thuisverplegers en de laboranten, die de opsporings-tests doen en in de frontlinie van de epidemie staan.

Voor de indieners van dit wetsvoorstel kan het niet door de beugel dat tijdens een gezondheidscrisis, zoals deze met covid-19, speculatie de wet dicteert. Net als de zorgverstrekkers moeten ook de patiënten worden beschermd tegen de gevaren van een manifest ongewone markttoestand die zich bij een gezondheidscrisis kan voordoen.

Frankrijk kampt inzake schaarste en prijsstijgingen met dezelfde problemen als België en heeft meerdere maatregelen genomen.

Op 6 maart 2020 heeft de Franse minister van Economie een decreet uitgevaardigd met flankerende maatregelen voor de verkoopprijzen van hydroalcoholische handgels¹, op basis van artikel L. 410-2 van het Franse wetboek van koophandel; aldus wordt bepaald dat de vrije prijszetting niet belet "*à ce que le gouvernement arrête, par décret en Conseil d'État, contre des hausses ou des baisses excessives de prix des mesures temporaires motivées par une situation de crise, des circonstances exceptionnelles, une calamité publique ou une situation manifestement anormale du marché dans un secteur déterminé*". De maatregel is van kracht tot en met 31 mei 2020.

Om iets te doen aan de schaarste aan mondmaskers en aan de vele ermee samenhangende problemen is de Franse president Macron uiteindelijk overgegaan tot de opvordering van beschermingsmaskers. In een decreet dat werd bekendgemaakt in het *Journal officiel* van 3 maart 2020, preciseerde de Franse regering dat tot en met 31 mei 2020 alle FFP2-mondmaskers met een filtersysteem en bedoeld voor gebruik door zorgkundigen, zouden worden opgevorderd bij de publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen die er in hun bezit hebben.

¹ Décret n° 2020-197 du 5 mars 2020 relatif aux prix de vente des gels hydroalcooliques, JORF n° 0056 du 6 mars 2020, texte 13. Document disponible sur internet: https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=663DA6CA9A73808FE383E239BF2AD598.tplgfr32s_3?cidTexte=JORFTEXT000041690995&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041690864.

¹ Décret n° 2020-197 du 5 mars 2020 relatif aux prix de vente des gels hydroalcooliques, JORF nr. 0056 van 6 maart 2020, tekst 13. Document beschikbaar op het internet: https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=663DA6CA9A73808FE383E239BF2AD598.tplgfr32s_3?cidTexte=JORFTEXT000041690995&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041690864.

possession des entreprises qui les fabriquent ou les distribuent. Comme le soulignait une avocate dans la presse française², “cela permet une intervention rapide face à une crise sanitaire dont on ne sait ni comment elle va évoluer ni combien de temps elle va durer.”.

Les auteurs de la présente proposition de loi estiment donc nécessaire que la Belgique puisse également prendre des mesures afin de limiter les conséquences des menaces possibles sur la santé de la population, en cas notamment de crise sanitaire future:

— en permettant au gouvernement, dans des circonstances exceptionnelles et de manière temporaire, d’agir contre des hausses ou des baisses excessives de prix, en raison d’une situation de crise, de circonstances exceptionnelles, d’une calamité publique ou d’une situation manifestement anormale du marché dans un secteur déterminé;

— en permettant au gouvernement de disposer d’un pouvoir de réquisition afin de pallier les insuffisances du marché, de manière à réserver les biens et services à ceux qui en ont le plus besoin.

Parallèlement à ces mesures, les auteurs estiment indispensable de mettre l’Observatoire des prix en alerte, conformément au livre V du Code de droit économique, afin de surveiller l’évolution des prix des biens essentiels et indispensables (alimentation, pharmacie).

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article n’appelle pas de commentaire particulier.

Article 2

La loi du 3 avril 2013 (loi du 3 avril 2013 portant insertion du Livre IV “Protection de la concurrence” et du Livre V “La concurrence et les évolutions de prix” dans le Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre IV et au livre V et des dispositions d’application de la loi propres au livre IV et au

² Isabelle de Foucaud, “Coronavirus: les dessous de la réquisition des masques de protection par l’État”, 6 mars 2020. Document disponible sur internet: <https://www.msn.com/fr-fr/actualite/france/coronavirus-les-dessous-de-la-requisition-des-masques-de-protection-par-letat/ar-BB10Nb6f>.

Idem voor de chirurgische mondneusmaskers die de fabrikanten of de verdelers nog in voorraad zouden hebben. Een Franse advocate gaf in de Franse pers het volgende aan²: “*cela permet une intervention rapide face à une crise sanitaire dont on ne sait ni comment elle va évoluer ni combien de temps elle va durer.*”.

De indieners van dit wetsvoorstel achten het dus noodzakelijk dat ook België maatregelen kan nemen om de gevolgen van de mogelijke bedreigingen voor de volksgezondheid, met name bij een toekomstige gezondheids crisis, in te dijken. Concreet moet:

— het de regering in uitzonderlijke omstandigheden tijdelijk worden toegestaan op te treden tegen buitensporige prijsstijgingen of -dalingen wegens een crisissituatie, uitzonderlijke omstandigheden, een openbare ramp of een kennelijk abnormale marktsituatie in deze of gene sector;

— de regering een opvorderingsbevoegdheid krijgen om markttekorten te kunnen wegwerken en om goederen en diensten bij voorrang te doen gaan naar wie ze het hardste nodig heeft.

Tot slot zijn de indieners van oordeel dat de voormelde maatregelen moeten worden aangevuld met het inschakelen van het Prijzenobservatorium, overeenkomstig boek V van het Wetboek van economisch recht. Het is de bedoeling dat die instantie gaat toezien op de evolutie van de prijzen van essentiële en noodzakelijke goederen als voedingswaren en farmacologische producten.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 1

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 2

De prijsbeleidsinstrumenten werden hervormd bij de wet van 3 april 2013 (wet van 3 april 2013 houdende invoeging van Boek IV “Bescherming van de mededinging” en van Boek V “De mededinging en de prijsevoluties” in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van de definities eigen aan boek IV en aan

² Isabelle de Foucaud, *Coronavirus: les dessous de la réquisition des masques de protection par l’État*, 6 maart 2020. Document beschikbaar op het internet: <https://www.msn.com/fr-fr/actualite/france/coronavirus-les-dessous-de-la-requisition-des-masques-de-protection-par-letat/ar-BB10Nb6f>.

livre V, dans le livre I^{er} du Code de droit économique) a réformé les instruments de politique des prix.

Le livre V du Code de droit économique, inséré dans le Code par la loi du 3 avril 2013 précitée, affirme le principe de la détermination des prix par le libre jeu de la concurrence (article V.2). Il institue un système objectif d'analyses par l'Observatoire des prix, qui dispose de compétences étendues en matière de surveillance des marchés (article V.3).

En outre, des possibilités d'actions existent pour enrayer les dysfonctionnements de marché: les décisions sont prises par des instances indépendantes, à savoir le Collège de la concurrence, éventuellement la Cour de la concurrence, sans préjudice des compétences de l'Autorité belge de la concurrence, dont question au livre IV (articles V.4 à 6).

Les auteurs de la présente proposition de loi estiment cependant que la procédure visée aux articles V.4 à V.6 du Code de droit économique est trop lourde, insuffisamment souple et rapide. Les auteurs font dès lors le constat qu'une procédure complémentaire est nécessaire, qui doit permettre au gouvernement, dans des circonstances exceptionnelles, d'agir contre des hausses ou des baisses excessives de prix.

La disposition proposée est inspirée de l'article L 410-2, alinéa 3, du Code de commerce français. Il s'agit du fondement légal ayant permis au gouvernement français, dans le cadre de la lutte contre le virus covid-19, de décréter un prix maximal pour la vente des gels hydroalcooliques, dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de coronavirus (Décret n° 2020-197 du 5 mars 2020 relatif aux prix de vente des gels hydroalcooliques).

Dans cette optique, cet article complète le livre V du Code de droit économique afin d'octroyer au Roi le pouvoir d'agir contre des hausses ou des baisses excessives de prix en arrêtant, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, des mesures temporaires motivées par une situation de crise, des circonstances exceptionnelles, une calamité publique ou une situation manifestement anormale du marché dans un secteur déterminé.

L'article précise que l'arrêté royal doit être pris après consultation de la Commission consultative spéciale "Consommation" et que la durée de validité de cet arrêté royal ne peut excéder six mois.

boek V en van de rechtshandhabingsbepalingen eigen aan boek IV en aan boek V, in boek I van het Wetboek van economisch recht).

Boek V van het Wetboek van economisch recht, ingevoegd bij voormelde wet van 3 april 2013, verankert het beginsel van de prijsbepaling door vrije mededinging (artikel V.2). Het voorziet in een objectief systeem van analyses door het Prijzenobservatorium, dat inzake markttoezicht over uitgebreide bevoegdheden beschikt (artikel V.3).

Voorts wordt voorzien in mogelijkheden om marktdisfuncties ongedaan te maken: de beslissingen worden genomen door onafhankelijke instanties, met name het Mededingingscollege, eventueel het Marktenhof, onverminderd de bevoegdheden van de Belgische Mededingingsautoriteit als bedoeld in boek IV (artikelen V.4 tot V.6).

De indieners van dit wetsvoorstel zijn echter van mening dat de procedure als bedoeld in de artikelen V.4 tot V.6 van het Wetboek van economisch recht te log alsook onvoldoende flexibel en snel is. Volgens hen is er dan ook nood aan een bijkomende procedure die de regering er in uitzonderlijke omstandigheden toe in staat stelt op te treden tegen buitensporige prijsstijgingen of -dalingen.

De voorgestelde bepaling is gebaseerd op artikel L 410-2, derde lid, van de Franse *Code de commerce*. Dat artikel vormt de rechtsgrondslag waarmee de Franse regering in de strijd tegen het covid-19-virus een maximumprijs kan afkondigen voor de verkoop van hydroalcoholische handgels, als onderdeel van de bestrijding van de coronapandemie (decreet nr. 2020-197 van 5 maart 2020 "*relatif aux prix de vente des gels hydroalcooliques*").

Met het oog daarop strekt het voorgestelde artikel tot aanvulling van Boek V van het Wetboek van economisch recht, teneinde de Koning te machtigen om tegen buitensporige prijsstijgingen of -dalingen op te treden. Bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad kan Hij maatregelen uitvaardigen die zijn ingegeven door een crisissituatie, uitzonderlijke omstandigheden, een openbare ramp of een kennelijk abnormale marktsituatie in een welbepaalde sector.

Het artikel beoogt te preciseren dat het koninklijk besluit moet worden uitgevaardigd na raadpleging van de Bijzondere raadgevende commissie "Verbruik" en dat de geldigheidsduur van dat koninklijk besluit zes maanden niet mag overschrijden.

Articles 3 et 4

Une menace sanitaire grave peut générer une situation où les mécanismes de marché sont perturbés. La détermination des prix par le libre jeu de la concurrence ne permet plus d'attribuer les produits ou services à ceux qui en ont le plus besoin. Tel est notamment le cas dans la situation actuelle, en ce mois de mars 2020, où la demande de masques de protection par les consommateurs non professionnels pousse les prix vers le haut et crée une situation de pénurie, en particulier pour les professionnels des soins de santé (infirmiers, médecins généralistes, etc.) qui font face aux (potentiels) malades.

Dans ce contexte, une mesure de réquisition permet de pallier aux insuffisances du marché, de manière à réserver les biens et services à ceux qui en ont le plus besoin. C'est ainsi que le gouvernement français a récemment, dans le cadre de la lutte contre le virus covid-19, décrété une mesure de réquisition des stocks de masques de protection respiratoire de type FFP2 et de masques anti-projection, afin d'en assurer un accès prioritaire aux professionnels des soins de santé et aux patients (décret n° 2020-190 du 3 mars 2020 relatif aux réquisitions nécessaires dans le cadre de la lutte contre le virus covid-19). Le décret précité se fonde sur les articles L 3131-8 et L 3131-9 du Code de la Santé publique en France.

Notre arsenal juridique prévoit plusieurs circonstances dans lesquelles une réquisition peut être prononcée par l'autorité publique.

L'arrêté royal du 1^{er} mars 1971 relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles permet aux autorités, lors d'un cas avéré ou suspect d'une maladie quarantenaire, de procéder à la réquisition de tout service hospitalier, en vue d'y faire assurer l'isolement prophylactique et le traitement médical approprié.

De même, l'article 135, § 2, 5°, de la Nouvelle loi communale, donne compétence aux communes "le soins de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties".

L'article 181 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile permet au ministre ou son délégué, lors des interventions effectuées dans le cadre des missions générales des services opérationnels de la sécurité civile, en l'absence de services publics disponibles et à défaut de moyens suffisants, de procéder à la réquisition des personnes et des choses qu'il juge nécessaire.

Artikelen 3 en 4

Een ernstige bedreiging voor de gezondheid kan een situatie uitlokken waarin de marktmechanismen worden verstoord. De prijszetting via het vrije spel van de mededinging maakt het niet langer mogelijk de producten of diensten toe te bedelen aan wie er het meest behoefte aan heeft, zoals in maart 2020: de vraag naar mondkmaskers bij consumenten die geen beroepsmensen zijn, heeft de prijzen opgedreven en schaarste doen ontstaan. Een en ander heeft in het bijzonder de gezondheidswerkers (verpleegkundigen, huisartsen enzovoort) getroffen, terwijl net zij de stroom aan (potentiële) zieken het hoofd moeten bieden.

In die context kunnen met een opvorderingsmaatregel de markttekortingen worden verholpen, zodat de goederen en diensten worden voorbehouden aan wie er het meest behoefte aan heeft. Zo heeft de Franse regering onlangs, in het kader van de bestrijding van het covid-19-virus, een maatregel uitgevaardigd met als doel de voorraden van ademhalingsbeschermingsmaskers van het type FFP2 en van chirurgische mondneusmaskers op te vorderen. Aldus kunnen die bij voorrang gaan naar gezondheidszorgwerkers en patiënten (decreet nr. 2020-190 van 3 maart 2020 "*relatif aux réquisitions nécessaires dans le cadre de la lutte contre le virus covid-19*"). Dat decreet berust op de artikelen L 3131-8 en L 3131-9 van de Franse *Code de la Santé publique*.

Ons juridisch arsenaal voorziet in verscheidene situaties waarin de overheid tot opvordering kan overgaan.

Artikel 6*bis* van het koninklijk besluit van 1 maart 1971 betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten staat de overheid toe om bij een bewezen of verdacht geval van een quarantainabele ziekte "elke ziekenhuisdienst [te] vorderen om de afzondering als voorzorgsmaatregel te bewerkstelligen en de gepaste geneeskundige zorgen te verzekeren".

Ook artikel 135, § 2, 5°, van de Nieuwe Gemeentewet verleent de gemeenten de bevoegdheid tot "het nemen van passende maatregelen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizootieën te voorkomen en [tot] het verstrekken van de nodige hulp om ze te doen ophouden".

Artikel 181 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid staat de minister of zijn afgevaardigde toe om, bij interventies in het kader van de algemene opdrachten van de operationele diensten van de civiele veiligheid, in afwezigheid van beschikbare openbare diensten en bij gebrek aan voldoende middelen, de personen en zaken op te vorderen die hij nodig acht.

Aux termes de l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 5 mars 1935 concernant les citoyens appelés par engagements volontaires ou par réquisition permet d'assurer le fonctionnement des services publics en temps de guerre: "Lorsque la mobilisation est décrétée, les ministres ou leurs délégués, les gouverneurs de province, les commissaires d'arrondissement et les bourgmestres peuvent requérir les personnes et les choses pour assurer le fonctionnement des services publics, dans l'intérêt direct ou indirect de la défense nationale."

En vertu de l'article 46 du décret relatif à la politique de santé préventive de la Communauté flamande du 21 novembre 2003, les fonctionnaires compétents peuvent pénétrer dans tout lieu où une source de contamination a été constatée afin de mener les enquêtes et constatations appropriés. En vertu de l'article 47 du même décret, les fonctionnaires compétents peuvent obliger les personnes atteintes ou contaminées à suivre les traitements et mesures adéquats.

En vertu des articles 4 à 6 de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente, le personnel du système d'appel unifié peut requérir les services du personnel médical concerné, notamment le médecin ou le service mobile d'urgence concerné, de se rendre sur place et d'apporter les soins nécessaires, y compris en cas de situation sanitaire d'urgence.

En vertu du livre XVIII du Code de droit économique "Instruments de gestion de crise", en situation de crise, l'État peut réglementer l'achat, la vente et le transport de certaines marchandises et ordonner des mesures de réquisitions.

Afin de fournir à l'autorité fédérale une base légale complémentaire, l'article proposé s'inspire de la législation française, et en particulier des articles L 3131-1, L 3131-8 et L 3131-9 du Code de la Santé publique en France: il s'agit du fondement légal ayant permis au gouvernement français, dans le cadre de la lutte contre le virus covid-19, de décréter une mesure de réquisition des stocks de masques de protection respiratoire de type FFP2 et de masques anti-projection, et ce afin d'en assurer un accès prioritaire aux professionnels des soins de santé et aux patients (décret n° 2020-190 du 3 mars 2020 relatif aux réquisitions nécessaires dans le cadre de la lutte contre le virus covid-19).

Artikel 1, § 1, van de wet van 5 maart 1935 betreffende de staatsburgers die, bij vrijwillige dienstneming of bij opeising, in oorlogstijd de werking der openbare diensten moeten verzekeren, bepaalt het volgende: "Wanneer de mobilisatie verordend is, kunnen de ministers of hun gemachtigden, de gouverneurs der provinciën, de arrondissementscommissarissen en de burgemeesters personen en zaken opeisen om de werking der openbare diensten te verzekeren in 't rechtstreeks of niet rechtstreeks belang van 's lands verdediging."

Op grond van artikel 46 van het decreet van de Vlaamse Raad van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid hebben de bevoegde ambtenaren "toegang tot alle plaatsen en ruimten waar een mogelijke besmettingsbron werd vastgesteld" om er de passende onderzoeken en vaststellingen te verrichten. Krachtens artikel 47 van datzelfde decreet kunnen de bevoegde ambtenaren de aangetaste of besmette personen verplichten een gepaste medische behandeling te volgen en zich naar de geëigende maatregelen te schikken.

Op grond van de artikelen 4 tot 6 van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening kan het personeel van het eenvormig oproepstelsel de diensten van het betrokken medisch personeel opvorderen, en met name de betrokken arts of mobiele urgentiegroep verzoeken om – ook als zich een noodsituatie op gezondheidsvlak voordoet – zich ter plaatse te begeven en de nodige verzorging te verstrekken.

Krachtens Boek XVIII van het Wetboek van economisch recht, met als opschrift "Maatregelen voor crisisbeheer", kan de Staat in een crisissituatie de aankoop, de verkoop en het vervoer van sommige handelsgoederen reglementeren alsook opvorderingsmaatregelen bevelen.

Teneinde de federale overheid een aanvullende wettelijke grondslag te verschaffen, is het voorgestelde artikel geïnspireerd op de Franse wetgeving, inzonderheid op de artikelen L 3131-1, L 3131-8 en L 3131-9 van de Franse *Code de la Santé publique*. Daarbij wordt specifiek gedacht aan de wettelijke grondslag die de Franse regering de mogelijkheid heeft geboden om bij de bestrijding van het covid-19-virus een maatregel uit te vaardigen ter opvordering van de voorraden van ademhalingsbeschermingsmaskers van het type FFP2 en van chirurgische mondneusmaskers. Die maatregel beoogde ervoor te zorgen dat de gezondheidszorgwerkers en de patiënten die producten bij voorrang kunnen verkrijgen (decreet nr. 2020-190 van 3 maart 2020 "*relatif aux réquisitions nécessaires dans le cadre de la lutte contre le virus covid-19*").

Avec cette disposition légale, le Roi pourra, en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence, notamment en cas de menace d'épidémie, par arrêté motivé, délibéré en Conseil des ministres, prescrire dans l'intérêt de la santé publique toute mesure proportionnée aux risques courus et appropriée aux circonstances de temps et de lieu afin de prévenir et de limiter les conséquences des menaces possibles sur la santé de la population.

Le Roi pourra notamment, si l'afflux de patients ou de victimes ou la situation sanitaire le justifie, procéder aux réquisitions nécessaires de tous biens et services.

Il pourra enfin fixer des règles de distribution pour attribuer les biens réquisitionnés en priorité à ceux qui en ont le plus besoin dans l'immédiat, en particulier les professionnels des soins de santé.

Le bien-fondé des mesures prises en application du présent article devra faire l'objet d'un examen périodique par le Conseil Supérieur de la Santé. Il sera mis fin sans délai à ces mesures dès lors qu'elles ne seront plus nécessaires.

Article 5

Cet article règle l'entrée en vigueur de la réglementation proposée.

Christophe LACROIX (PS)
Eliane TILLIEUX (PS)
Patrick PRÉVOT (PS)
Hervé RIGOT (PS)
Philippe TISON (PS)
Ahmed LAAOUEJ (PS)

Met de dienovereenkomstige Belgische wetsbepaling zal de Koning, bij een ernstige dreiging voor de volksgezondheid die noodmaatregelen vereist (onder meer bij de mogelijke uitbraak van een epidemie), bij een met redenen omkleed besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en in het belang van de volksgezondheid ongeacht welke maatregel kunnen uitvaardigen die in verhouding staat tot de gelopen risico's en die strookt met de omstandigheden van tijd en plaats. Doel daarvan is de gevolgen van de potentiële gevaren voor de gezondheid van de bevolking te voorkomen en te beperken.

Indien de toestroom van patiënten of slachtoffers dan wel de situatie van de volksgezondheid het verantwoordt, zal de Koning met name kunnen overgaan tot de opvoeding van alle vereiste goederen en diensten.

Ten slotte zal Hij verdelingsregels kunnen vastleggen om de opgevorderde goederen bij voorrang te verdelen onder hen die er onmiddellijk de grootste behoefte aan hebben, inzonderheid de gezondheidszorgwerkers.

De Hoge Gezondheidsraad moet periodiek onderzoeken of de op basis van het voorgaande artikel genomen maatregelen gerechtvaardigd zijn. Zodra deze maatregelen niet langer nodig zijn, moet er onverwijld een einde aan worden gemaakt.

Artikel 5

Dit artikel regelt de inwerkingtreding van de voorgestelde reglementering.

PROPOSITION DE LOI**CHAPITRE 1^{ER}****Disposition générale****Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2**Modification du Code de droit économique****Art. 2**

Dans le livre V, titre I^{er}, du Code de droit économique, il est inséré un article V.8/1, rédigé comme suit:

“Art. V.8/1. Les dispositions du présent livre ne font pas obstacle à ce que le Roi arrête, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, contre des hausses ou des baisses excessives de prix, des mesures temporaires motivées par une situation de crise, des circonstances exceptionnelles, une calamité publique ou une situation manifestement anormale du marché dans un secteur déterminé. Cet arrêté est pris après consultation de la Commission consultative spéciale “Consommation”. Il précise sa durée de validité qui ne peut excéder six mois.”

CHAPITRE 3**Disposition autonome****Art. 3**

En cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence, notamment en cas de menace d'épidémie, le Roi peut, par arrêté motivé, délibéré en Conseil des ministres, prescrire dans l'intérêt de la santé publique toute mesure proportionnée aux risques courus et appropriée aux circonstances de temps et de lieu afin de prévenir et de limiter les conséquences des menaces possibles sur la santé de la population.

WETSVOORSTEL**HOOFDSTUK 1****Algemene bepaling****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2**Wijziging van het Wetboek van economisch recht****Art. 2**

In boek V, titel I, van het Wetboek van economisch recht wordt een artikel V.8/1 ingevoegd, luidende:

“Art. V.8/1. De bepalingen van dit boek verhinderen niet dat de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, tijdelijke maatregelen uitvaardigt die tot doel hebben in te gaan tegen buitensporige prijsstijgingen of -dalingen en die zijn ingegeven door een crisissituatie, uitzonderlijke omstandigheden, een openbare ramp of een kennelijk abnormale marktsituatie in een bepaalde sector. Dat besluit wordt genomen na raadpleging van de Bijzondere raadgevende commissie Verbruik. De erin vermelde geldigheidsduur mag zes maanden niet overschrijden.”

HOOFDSTUK 3**Autonome bepaling****Art. 3**

Bij een ernstige bedreiging voor de volksgezondheid die tot noodmaatregelen noopt, in het bijzonder wanneer een epidemie dreigt, mag de Koning, bij een met redenen omkleed besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, in het belang van de volksgezondheid elke maatregel nemen die in verhouding staat tot de gelopen risico's en die aangepast is aan de omstandigheden van tijd en plaats, teneinde de gevolgen van de mogelijke bedreigingen voor de volksgezondheid te voorkomen en te beperken.

Le Roi peut notamment, si l'afflux de patients ou de victimes ou la situation sanitaire le justifie, procéder aux réquisitions nécessaires de tous biens et services.

Il peut fixer des règles de distribution pour attribuer les biens réquisitionnés en priorité aux personnes ou entreprises qu'il désigne.

Art. 4

Le bien-fondé des mesures prises en application de l'article 3 fait l'objet d'un examen périodique par le Conseil Supérieur de la Santé. Il est mis fin sans délai à ces mesures dès lors qu'elles ne sont plus nécessaires.

CHAPITRE 4

Entrée en vigueur

Art. 5

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

11 mars 2020

Christophe LACROIX (PS)
Eliane TILLIEUX (PS)
Patrick PRÉVOT (PS)
Hervé RIGOT (PS)
Philippe TISON (PS)
Ahmed LAAOUEJ (PS)

Wanneer de toevloed van patiënten of van slachtoffers dan wel de toestand van de volksgezondheid zulks rechtvaardigt, mag de Koning in het bijzonder overgaan tot de opvordering van alle vereiste goederen en diensten.

Hij mag verdelingsregels vaststellen om de opgevoerde goederen bij voorrang toe te wijzen aan de door Hem aangewezen personen of ondernemingen.

Art. 4

De Hoge Gezondheidsraad onderzoekt periodiek of de op grond van artikel 3 genomen maatregelen gerechtvaardigd zijn. Zodra deze maatregelen niet langer nodig zijn, wordt er onverwijld een einde aan gemaakt.

HOOFDSTUK 4

Inwerkingtreding

Art. 5

Deze wet treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

11 maart 2020